

**Art. 3.** Les montants des avances sont arrondis au millier inférieur.

**Art. 4.** La liquidation du solde de l'intervention est soumise au visa préalable de la Cour des Comptes en mentionnant les avances déjà consenties.

**Art. 5.** Les avances consenties en vertu du présent arrêté ne peuvent être destinées à un autre usage que celui pour lequel l'intervention a été allouée.

Tous abus est puni d'une amende administrative forfaitaire de quinze pour cent applicable immédiatement et sans mise en demeure.

En cas de réitération, l'intervention accordée sera déclarée nulle et non avenue et il sera procédé au recouvrement des montants déjà liquidés majorés de l'intérêt légal, sans préjudice du deuxième alinéa du présent article.

**Art. 6.** Les demandes d'obtention des avances ainsi que la demande d'obtention du solde sont envoyées directement aux services techniques généraux du Ministère de la Communauté flamande.

**Art. 7.** L'arrêté de l'Exécutif flamand du 28 juillet 1983 fixant les conditions de versement d'avances relatives à des subventions pour des investissements d'intérêt public, modifié par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 21 décembre 1983, est abrogé.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mars 1985.

Le Président,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget,  
H. SCHILTZ

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement,  
J. LENSSSENS

#### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 85 — 1273

27 MARS 1985. — Arrêté de l'Exécutif réglant la répartition pour les années 1985 et 1986, de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale de la Région wallonne revenant aux centres publics d'aide sociale de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105, tel qu'il a été modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982, réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Considérant qu'il est indispensable de garantir aux centres publics d'aide sociale des communes comptant une population supérieure à 50 000 habitants confrontées à de sévères plans d'assainissement une quote-part du Fonds spécial de l'aide sociale au moins équivalente à celle dont ils ont bénéficié en 1984, majorée du taux de croissance annuelle, pour une période d'au moins deux années;

Considérant que la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale constitue un élément important du système de financement des activités des centres publics d'aide sociale, et qu'il importe dès lors de fixer sans délai les critères de répartition;

Considérant que l'urgence est ainsi spécialement motivée;

Sur proposition du Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française de Belgique et vu la délibération de l'Exécutif du 27 mars 1985,

Arrêtons :

**Article 1er.** Une part équivalente à 99 p.c. du Fonds spécial de l'aide sociale de la Région wallonne des années 1985 et 1986 est répartie entre les centres publics d'aide sociale de la Communauté française de la manière suivante :

A. 27 p.c. de ces 99 p.c. sont répartis de manière égale entre les centres publics d'aide sociale des villes de Liège et de Charleroi.

B. 23 p.c. de ces 99 p.c. sont répartis entre les centres publics d'aide sociale des villes comptant une population supérieure à 50 000 habitants, à l'exclusion des villes de Liège et de Charleroi, selon les critères suivants :

a) 12,50 p.c. au prorata du nombre d'habitants;

b) 10,00 p.c. au prorata des personnes âgées de 65 ans et plus;

c) 10 p.c. au prorata du nombre de chômeurs complets indemnisés;

d) 10 p.c. au prorata du nombre de logements privés construits avant 1919 dans la commune;

e) 12,50 p.c. au prorata du nombre de logements sociaux recensés dans la commune;

f) 20 p.c. au prorata du nombre de travailleurs sociaux en fonction en cette qualité au centre public d'aide sociale;

g) 15 p.c. au prorata du nombre de lits d'hôpitaux agréés, du nombre de lits dans les maisons de repos pour personnes âgées et du nombre de lits dans les maisons de repos et de soins gérés par les centres publics d'aide sociale;

h) 10 p.c. au prorata du nombre de lits d'hébergement pour enfants mineurs gérés par les C.P.A.S.

Les sommes obtenues en application des critères a, b, c, d, e, sont pondérées en fonction des additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques et des additionnels communaux au précompte immobilier, selon la formule mentionnée à l'article 3 du présent arrêté.

C. 50 p.c. des 99 p.c. du Fonds spécial de l'aide sociale sont répartis entre les centres publics d'aide sociale des villes et communes comptant une population inférieure à 50 000 habitants de la manière suivante :

1. Ces centres publics d'aide sociale obtiennent une somme forfaitaire déterminée en fonction du nombre de travailleurs sociaux occupés au C.P.A.S., ainsi que du nombre de lits d'hôpitaux, de maisons de repos pour personnes âgées, de maisons de repos et de soins pour personnes âgées et gérés par eux.

Cette somme forfaitaire est établie en fonction de l'importance de la subvention communale au C.P.A.S. en application de l'article 106 de la loi organique des centres publics d'aide sociale du 8 juillet 1976, selon les données reprises au tableau ci-dessus :

Subvention communale au C.P.A.S. par habitant	Intervention accordée par travailleur social	Intervention accordée par lit acréé dans un hôpital, par lit de maison de repos pour personnes âgées et par lit de repos en maison de repos et de soins
0 F	0 F	0 F
1 à 500 F	250 000 F	5 000 F
501 à 750 F	400 000 F	10 000 F
751 à 1 000 F	600 000 F	15 000 F
1 001 à 1 500 F	650 000 F	20 000 F
1 501 à 2 000 F	700 000 F	22 500 F
+ 2 000 F	750 000 F	25 000 F

La subvention communale prise en considération est celle qui résulte du dernier recensement complet établi par le Ministère de l'Intérieur.

2. Le solde disponible est réparti entre les centres publics d'aide sociale à raison de :

- 30 p.c. au prorata du nombre d'habitants;
- 20 p.c. au prorata des personnes âgées de 65 ans et plus;
- 20 p.c. au prorata des chômeurs complets indemnisés;
- 30 p.c. au prorata des logements sociaux recensés dans la commune.

Les sommes obtenues en application des critères *a*, *b*, *c*, et *d* du point C.2 sont pondérées en fonction des additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques et des additionnels communaux au précompte immobilier selon la formule précisée à l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 2.** Le nombre d'habitants pris en considération pour l'application de ces critères est celui arrêté par l'Institut national de Statistique au 1er janvier 1984, et publié au *Moniteur belge* du 13 octobre 1984.

Le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus est celui fourni par le dernier recensement décennal publié par l'Institut national de Statistique.

Le nombre de chômeurs complets indemnisés est celui fourni par les statistiques de l'Office national de l'Emploi établies au 31 décembre de l'année précédant l'exercice de répartition.

Le nombre de logements privés construits avant 1919 est basé sur les chiffres du dernier recensement décennal publié par l'Institut national de Statistique.

Le nombre de logements sociaux construits dans la commune est établi sur base des statistiques publiées par la Société nationale du Logement.

**Art. 3.** La pondération par la fiscalité prévue aux points *B*, *a*, *b*, *c*, *d*, *e* et *C*, *a*, *b*, *c*, *d*, s'effectue de manière suivante :

— Si le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques suivant le dernier recensement opéré par le Ministère des Finances est supérieur à zéro, la somme obtenue en calculant chacun des critères est multipliée par le taux de cette taxe multipliée par 100;

— La somme ainsi obtenue est multipliée par les centimes additionnels communaux au précompte immobilier et divisée par 100.

— Si le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques est égale à zéro, le montant des sommes obtenues pour chacun des critères est multiplié par les centimes additionnels communaux au précompte immobilier et divisé par 100.

**Art. 4.** Les travailleurs sociaux à prendre en compte pour l'application des présents critères sont ceux rémunérés par le C.P.A.S. au 31 décembre 1984, à l'exclusion des travailleurs sociaux en fonction dans les hôpitaux dont le coût est supporté par le prix de journée d'entretien.

Les travailleurs sociaux occupés à temps partiel doivent être comptés en dixième correspondant aux prestations effectuées.

Les lits agréés d'hôpitaux, les lits de maisons de repos et les lits de maisons de repos et de soins pris en considération sont ceux existants au 31 décembre de l'année précédant l'exercice de répartition.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Intérieur est chargé de la liquidation des montants revenant à chaque centre public d'aide sociale.

Une avance égale à 25 p.c. du Fonds spécial de l'aide sociale est répartie entre les centres publics d'aide sociale au cours du premier semestre de chacune des années 1985 et 1986.

Le montant de cette avance est déduit de la part revenant à chaque centre public d'aide sociale.

**Art. 6.** S'il est constaté après répartition qu'une erreur a été commise au détriment d'un centre public d'aide sociale, la somme dont celui-ci a été privé lui est allouée à l'occasion de la répartition correspondante afférente à l'année ultérieure.

En cas d'erreur au profit d'un centre public d'aide sociale, un arrêté du Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française ordonne la récupération de la somme allouée indûment, laquelle est ajoutée à la part du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux centres publics d'aide sociale francophones de la Région wallonne.

**Art. 7.** 1 p.c. du Fonds spécial de l'aide sociale de la Région wallonne des années 1985 et 1986 est affecté par le Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française à des études d'intérêt général ou à des actions à mener auprès de certains centres publics d'aide sociale choisis en qualité de centres pilotes.

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1985.

Bruxelles, le 27 mars 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française de Belgique,

R. URBAIN

## ÜBERSETZUNG

## FRANZÖSISCHE GEMEINSCHAFT

D. 85 — 1273

**27. MÄRZ 1985. — Erlass der Exekutive zur Regelung der Verteilung, für die Jahre 1985 und 1986, des Anteiles des Sonderfonds für Sozialhilfe der Wallonischen Region, der den öffentlichen Sozialhilfezentren der Französischen Gemeinschaft zusteht**

Wir, Exekutive der Französischen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, insbesondere des Artikels 105, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 3. Februar 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, dass es unentbehrlich ist, den öffentlichen Sozialhilfezentren der Gemeinden, die mehr als 50 000 Einwohner zählen und die mit strengen Sanierungsvorkehrungen konfrontiert werden, einen Anteil des Sonderfonds für Sozialhilfe zu garantieren, der wenigstens gleichwertig ist mit dem, den sie im Jahre 1984 empfangen haben, erhöht um die jährliche Zuwachsrate, für eine Zeitdauer von wenigstens zwei Jahren;

In der Erwägung, dass die Verteilung des Sonderfonds für Sozialhilfe ein wichtiger Bestandteil des Systems für die Finanzierung der Tätigkeiten der öffentlichen Sozialhilfezentren ist, und dass die Verteilungskriterien deshalb unverzüglich festzulegen sind;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit also besonders begründet ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Gesundheit und Unterricht der Französischen Gemeinschaft, von Belgien und nach der Beratung der Exekutive vom 27. März 1985,

Beschiessen :

**Artikel 1.** Ein Anteil, der gleichwertig ist mit 99 Pzt. des Sonderfonds für Sozialhilfe der Wallonischen Region für die Jahre 1985 und 1986, wird unter die öffentlichen Sozialhilfezentren der Französischen Gemeinschaft wie folgt verteilt:

A. 27 Pzt. von diesen 99 Pzt. werden auf gleiche Weise unter die öffentlichen Sozialhilfezentren der Städte Lüttich und Charleroi verteilt.

B. 23 Pzt. von diesen 99 Pzt. werden unter die öffentlichen Sozialhilfezentren der Städte, die mehr als 50 000 Einwohner zählen, unter Ausschluss der Städte Lüttich und Charleroi, nach den folgenden Kriterien verteilt :

a) 12,50 Pzt. aufgrund der Anzahl Einwohner;

b) 10,00 Pzt. aufgrund der Anzahl Personen im Alter von 65 Jahren und mehr;

c) 10 Pzt. aufgrund der Anzahl der Vollarbeitslosen, die Arbeitslosenunterstützung empfangen;

d) 10 Pzt. aufgrund der Anzahl Privatwohnungen, die vor dem Jahre 1919 in der Gemeinde gebaut wurden;

e) 12,50 Pzt. aufgrund der Anzahl Sozialwohnungen, die in der Gemeinde gezählt worden sind;

f) 20 Pzt. aufgrund der Anzahl Sozialarbeiter, die in dieser Eigenschaft im öffentlichen Sozialhilfezentrum tätig sind;

g) 15 Pzt. aufgrund der Anzahl anerkannter Krankenhausbetten, der Anzahl der von den öffentlichen Sozialhilfezentren verwalteten Betten in Altenheimen und in Pflegeheimen;

h) 10 Pzt. aufgrund der von den öffentlichen Sozialhilfezentren verwalteten Betten für die Unterbringung von minderjährigen Kindern.

Die in Anwendung der Kriterien a, b, c, d, e, errechneten Summen werden gewichtet auf Grund der Gemeindezusatzsteuer zur Einkommensteuer der natürlichen Personen und auf Grund der Gemeindezusatzsteuer zur Grundsteuer, nach der in Artikel 3 dieses Erlasses erwähnten Formel.

C. 50 Pzt. von den 99 Pzt. des Sonderfonds für Sozialhilfe werden unter die öffentlichen Sozialhilfezentren der Städte und Gemeinden, die weniger als 50 000 Einwohner zählen, wie folgt verteilt :

1. Diese öffentlichen Sozialhilfezentren erhalten eine Pauschalsumme, die berechnet wird nach der Anzahl der im öffentlichen Sozialhilfezentrum beschäftigten Sozialarbeiter und nach der Anzahl der von ihnen verwalteten Betten in Krankenhäusern, Altenheimen, Pflegeheimen für Betagte.

Diese Pauschalsumme wird berechnet auf Grund der Höhe der Gemeindegsubvention an das öffentliche Sozialhilfezentrum, in Anwendung des Artikels 106 des Gesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, nach den in der unten erwähnten Tabelle vorkommenden Angaben :

Gemeindegsubvention an das öffentliche Sozialhilfezentrum pro Einwohner	Pro Sozialarbeiter gewährte Beihilfe	Beihilfe, die gewährt wird für jedes in einem Krankenhaus anerkannte Bett, für jedes Bett in einem Altenheim und für jedes Bett in einem Pflegeheim
0 F	0 F	0 F
1 bis 500 F	250 000 F	5 000 F
501 bis 750 F	400 000 F	10 000 F
751 bis 1 000 F	600 000 F	15 000 F
1 001 bis 1 500 F	650 000 F	20 000 F
1 501 bis 2 000 F	700 000 F	22 500 F
+ 2 000 F	750 000 F	25 000 F

Die berücksichtigte Gemeindegsubvention ist die, die sich aus der letzten vom Innenministerium vorgenommenen Zählung ergibt.

2. Der verfügbare Saldo wird unter die öffentlichen Sozialhilfezentren wie folgt verteilt :

a) 30 Pzt. aufgrund der Anzahl Einwohner;

b) 20 Pzt. aufgrund der Anzahl Personen im Alter von 65 Jahren und mehr;

- c) 20 Pzt. aufgrund der Anzahl der Vollarbeitslosen, die Arbeitslosenunterstützung empfangen;  
 d) 30 Pzt. aufgrund der Anzahl Sozialwohnungen, die in der Gemeinde gezählt worden sind.

Die in Anwendung der Kriterien a, b, c, und d von Punkt C.2 errechneten Summen werden gewichtet auf Grund der Gemeindezusatzsteuer zur Einkommensteuer der natürlichen Personen und auf Grund der Gemeindezusatzsteuer zur Grundsteuer, nach der in Artikel 3 dieses Erlasses erwähnten Formel.

Der zu Verfügung stehende Restbetrag wird unter die öffentlichen Sozialhilfezentren verteilt auf der Grundlage von :

- a) 30 Pzt. im Verhältnis zur Anzahl Einwohner;  
 b) 20 Pzt. nach Verhältnis der Personen im Alter von 65 Jahren und mehr;  
 c) 20 Pzt. nach Verhältnis der voll Arbeitslosen, die volle Arbeitslosenunterstützung empfangen;  
 d) 30 Pzt. nach Verhältnis der in der Gemeinde getätigten Sozialwohnungszählung.

Die unter Anwendung der Kriterien a, b, c, und d und des Punktes C.2 ermittelten Summen werden der Gemeindezusatzsteuer zur Einkommensteuer der natürlichen Personen und der Gemeindezusatzsteuer zur Grundsteuer entsprechend, gewichtet, gemäss der in Artikel 3 dieses Erlasses Bestimmten Formel.

**Art. 2.** Die für die Anwendung dieser Kriterien berücksichtigte Anzahl Einwohner ist die welche das Nationale Institut für Statistik am 1. Januar 1984 festgelegt hat und veröffentlicht ist im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. Oktober 1984.

Die Anzahl der Personen im Alter von 65 Jahren und mehr ist die welche durch die letzte vom Nationalen Institut für Statistik veröffentlichte Zehnjahreszählung vermittelt worden ist.

Die Anzahl der voll Arbeitslosen, die volle Arbeitslosenunterstützung empfangen ist die welche durch die am 31. Dezember des im Vorjahr des Verteilungsjahres aufgestellten Statistiken des Nationalen Arbeitsamtes vermittelt worden ist.

Die Anzahl der vor 1919 gebauten Privatwohnungen basiert auf den Zahlen der vom Nationalen Institut für Statistik letzt veröffentlichten Zehnjahreszählung.

Die Anzahl der in der Gemeinde gebauten Sozialwohnungen ist ermittelt auf Grund der von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft veröffentlichten Statistiken.

**Art. 3.** Die unter den Punkten B, a, b, c, d, e und C, a, b, c, d, vorgesehene Gewichtung durch die steuerliche Belastung wird folgendermassen vorgenommen :

— Wenn der Prozentsatz der Gemeindezusatzsteuer zur Einkommensteuer der natürlichen Personen, der letzten vom Finanzministerium vorgenommenen Zählung zufolge, höher liegt als null, wird die aufgrund dieser Kriterien ermittelte Summe multipliziert mit dem mit 100 multiplizierten Prozentsatz dieser Steuer;

Die so ermittelte Summe wird multipliziert mit der Gemeindezusatzsteuer zur Grundsteuer und durch 100 geteilt.

Wenn der Prozentsatz der Gemeindezusatzsteuer zur Einkommensteuer der natürlichen Personen gleich ist mit null, wird der Betrag der für jedes der Kriterien ermittelten Summen multipliziert mit der Gemeindezusatzsteuer zur Grundsteuer und durch 100 geteilt.

**Art. 4.** Die Sozialarbeiter die für die Anwendung dieser Kriterien in Betracht kommen müssen, sind die welche ihr Gehalt am 31. Dezember 1984 vom O.S.H.Z. bezogen haben, ausser den in den Krankenhäusern tätigen Sozialarbeitern, deren Kosten durch den Tagesunterhaltspreis bestritten werden.

Die teilweise beschäftigten Sozialarbeiter müssen in Zehnteln die den erbrachten Leistungen entsprechen, gezählt werden. Die anerkannten Krankenhausbetten, die berücksichtigten Betten der Altenheime und die Betten der Alten- und Pflegeheime sind die, welche am 31. Dezember des Vorjahres des Verteilungsjahres bestehen.

**Art. 5.** Der Innenminister ist mit der Auszahlung der jedem öffentlichen Sozialhilfezentrum zustehenden Mittel beauftragt.

Ein Vorschuss in Höhe von 25 Pzt. des Sonderfonds für Sozialhilfe wird verteilt unter die öffentlichen Sozialhilfezentren im Laufe des ersten Semesters jedes der Jahre 1985 und 1986.

Der Betrag dieses Vorschusses wird vom Anteil der jedem öffentlichen Sozialhilfezentrum zusteht, abgezogen.

**Art. 6.** Wenn nach der Verteilung festgestellt wird, dass ein Fehler zuungunsten eines öffentlichen Sozialhilfezentrums unterlaufen ist, wird ihm dieser Fehlbetrag bei der entsprechenden Verteilung im darauffolgenden Jahr zugeteilt.

Wenn ein Fehler zugunsten eines öffentlichen Sozialhilfezentrums unterlaufen ist, verfügt ein Erlass des Ministers für Gesundheit und Unterricht der französischen Gemeinschaft die Rückgabe der unrechtmässig verteilten Summe. Diese Summe wird dem Teil des Sonderfonds für Sozialhilfe hinzugefügt, der den französischsprachigen öffentlichen Sozialhilfezentren der wallonischen Region zukommt.

**Art. 7.** 1 Pzt. des Sonderfonds für Sozialhilfe der wallonischen Region der Jahre 1985 und 1986 wird vom Minister für Gesundheit und Unterricht der französischen Gemeinschaft angewiesen für gemeinnützliche Studien oder für die Durchführung von Aktionen bei bestimmten als Pilotzentren ausgewählten öffentlichen Sozialhilfezentren.

Dieser Erlass tritt am 1. Januar 1985 in Kraft.

Brüssel, den 27. März 1985.

Für die französische Gemeinschaftsexekutive :

Der Minister für Gesundheit und Unterricht der französischen Gemeinschaft Belgiens,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 1273

27 MAART 1985. — Besluit van de Executieve tot regeling, voor de jaren 1985 en 1986, van de verdeling van het gedeelte van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Franse Gemeenschap toekomt

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105, zoals het werd gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening der akten van de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het onontbeerlijk is de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten die een bevolking van meer dan 50 000 inwoners tellen en die te maken hebben met strenge saneringsmaatregelen, een aandeel te waarborgen van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat op zijn minst gelijkwaardig is met het aandeel dat zij in 1984 hebben ontvangen, vermeerderd door het jaarlijkse groei cijfer, voor een periode van minstens twee jaar;

Overwegende dat de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn een belangrijk element betekent in het systeem van financiering van de activiteiten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en dat bijgevolg de criteria van verdeling onverwijld vastgesteld dienen te worden;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid aldus bijzonder is gemotiveerd;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap van België en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 27 maart 1985,

Besluiten :

**Artikel 1.** Een deel dat gelijkwaardig is met 99 pct. van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest voor de jaren 1985 en 1986 wordt onder de centra voor maatschappelijk welzijn van de Franse Gemeenschap op de volgende wijze verdeeld :

A. 27 pct. van deze 99 pct. worden op gelijkwaardige wijze verdeeld onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de steden Luik en Charleroi.

B. 23 pct. van deze 99 pct. worden verdeeld onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de steden die een bevolking van meer dan 50 000 inwoners tellen, met uitsluiting van de steden Luik en Charleroi, volgens de volgende criteria :

a) 12,50 pct. naar evenredigheid van het aantal inwoners;

b) 10,00 pct. naar evenredigheid van de personen van 65 jaar en meer;

c) 10 pct. naar evenredigheid van het aantal volledig werklozen die een werkloosheidsuitkering ontvangen;

d) 10 pct. naar evenredigheid van het aantal privé woningen die vóór 1919 in de gemeente werden gebouwd;

e) 12,5 pct. naar evenredigheid van het aantal in de gemeente getelde sociale woningen;

f) 20 pct. naar evenredigheid van het aantal maatschappelijke werkers die in deze hoedanigheid in dienst zijn bij het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

g) 15 pct. naar evenredigheid van het aantal erkende ziekenhuisbedden, van het aantal bedden, in de rusthuizen voor bejaarden en van het aantal bedden in de rust- en ziekenhuizen die door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden beheerd;

h) 10 pct. naar evenredigheid van het aantal bedden voor de opnemings van minderjarige kinderen, die door de O.C.M.W.'s worden beheerd.

De bij toepassing van criteria a, b, c, d, e, verkregen bedragen worden gewogen op grond van de gemeentelijke opcentimes op de belasting op de natuurlijke personen en van de gemeentelijke opcentimes op de belasting op de onroerende voorheffing, volgens de in artikel 3 van dit besluit aangehaalde formule.

C. 50 pct. van deze 99 pct. van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn worden onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de steden en gemeenten die een bevolking tellen van minder dan 50 000 inwoners op de volgende wijze verdeeld :

1. Deze openbare centra voor maatschappelijk welzijn krijgen een forfaitair bedrag dat wordt vastgesteld op grond van het aantal maatschappelijke werkers die in dienst zijn bij het O.C.M.W., evenals van het aantal bedden in ziekenhuizen, rusthuizen voor bejaarden, rust- en ziekenhuizen voor bejaarden, die door die centra worden beheerd.

Dit forfaitaire bedrag wordt vastgesteld op grond van het beloop van de gemeentelijke toelage aan het O.C.M.W. bij toepassing van artikel 106 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976, volgens de gegevens die door de tabel hieronder worden vermeld :

Gemeentelijke toelage aan het O.C.M.W. per inwoner	Tegemoetkoming toegekend per maatschappelijke werker	Tegemoetkoming toegekend per erkend ziekenbed, per bed van een rusthuis voor bejaarden en per rustbed in rust- en ziekenhuis
0 F	0 F	0 F
1 tot 500 F	250 000 F	5 000 F
501 tot 750 F	400 000 F	10 000 F
751 tot 1 000 F	600 000 F	15 000 F
1 001 tot 1 500 F	850 000 F	20 000 F
1 501 tot 2 000 F	700 000 F	22 500 F
+ 2 000 F	750 000 F	25 000 F

De gemeentelijke toelage die in aanmerking komt, is deze welke resulteert uit de laatste volledige telling die door het Ministerie van Binnenlandse Zaken is vastgesteld.

2. Het beschikbare saldo wordt onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn verdeeld in verhouding met :

a) 30 pct. naar evenredigheid van het aantal inwoners;

b) 20 pct. naar evenredigheid van het aantal personen van 65 jaar en meer;

c) 20 pct. naar evenredigheid van het aantal volledig werklozen die een werkloosheidsuitkering ontvangen;

d) 30 pct. naar evenredigheid van het aantal in de gemeente getelde sociale woningen.

De bij toepassing van criteria a, b, c, en d verkregen bedragen worden gewogen op grond van de gemeentelijke opcentimes op de belasting op de natuurlijke personen en van de gemeentelijke opcentimes op de belasting op de onroerende voorheffing, volgens de in artikel 3 van dit besluit aangehaalde formule.

**Art. 2.** Het aantal inwoners dat in aanmerking komt voor de toepassing van deze criteria werd vastgesteld door het Nationaal Instituut voor de Statistiek op 1 januari 1984, en in het *Belgisch Staatsblad* van 13 oktober 1984 bekendgemaakt.

Het aantal personen van 65 jaar en meer is gegeven door de laatste tienjarige telling die door het Nationaal Instituut voor de Statistiek werd bekendgemaakt.

Het aantal volledig werklozen die een werkloosheidsuitkering ontvangen is gegeven door de statistieken van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening die op 31 december van het jaar dat de verdeling voorafgaat, vastgesteld werden.

Het aantal privé woningen die vóór 1919 gebouwd werden steunt op de cijfers van de laatste tienjarige telling die door het Nationaal Instituut voor de Statistiek werd bekendgemaakt.

Het aantal in de gemeente gebouwde sociale woningen is vastgesteld op grond van de statistieken die door de Nationale Maatschappij voor Huisvesting bekendgemaakt werden.

**Art. 3.** De weging door de belasting, bepaald bij de punten *B, a, b, c, d, e*, en *C, a, b, c, d*, wordt als volgt uitgevoerd :

— Indien het cijfer van de gemeentelijke opcentimes op de belasting op de natuurlijke personen, volgens de laatste telling uitgevoerd door het Ministerie van Financiën hoger is dan nul, wordt het bedrag dat verkregen wordt voor elk der criteria vermenigvuldigd met het cijfer van deze belasting vermenigvuldigd met 100;

Het aldus verkregen bedrag wordt vermenigvuldigd met de gemeentelijke opcentimes op de onroerende voorheffing en gedeeld door 100.

— Indien het cijfer van de gemeentelijke opcentimes op de belasting op de natuurlijke personen gelijk is aan nul, wordt het bedrag van de sommen verkregen voor elk der criteria vermenigvuldigd met de gemeentelijke opcentimes op de onroerende goederen en gedeeld door 100.

**Art. 4.** De maatschappelijke werkers die in aanmerking moeten komen voor de toepassing van deze criteria zijn deze die op 31 december 1984 door het O.C.M.W. bezoldigd worden, met uitsluiting van de maatschappelijke werkers die in dienst zijn in de ziekenhuizen, waarvan de kosten door de prijs van de verpleegdag worden gedekt.

De maatschappelijke werkers die deeltijds hun taak vervullen moeten worden geteld in tiende overeenkomstig de geleverde prestaties.

De erkende ziekenhuisbedden, de bedden van rusthuizen en de bedden van rust- en ziekenhuizen die in aanmerking worden genomen, zijn deze die op 31 december van het jaar dat de verdeling voorafgaat, zijn geregistreerd.

**Art. 5.** De Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de vereffening van de bedragen die aan elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomen.

Een voorschot gelijk aan 25 pct. van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn wordt verdeeld onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tijdens het eerste semester van elk van de jaren 1985 en 1986.

Het bedrag van dit voorschot wordt afgehouden van het gedeelte dat aan elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomt.

**Art. 6.** Indien er na de verdeling wordt vastgesteld dat er een vergissing werd gemaakt ten nadele van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, wordt het bedrag dat het niet gekregen heeft aan dit centrum toegekend ter gelegenheid van de overeenkomende verdeling die bij het latere jaar behoort.

In geval van vergissing ten voordele van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, beveelt een besluit van de Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap de terugvordering van het ten onrechte toegekende bedrag, dat dan wordt bijgevoegd bij het gedeelte van Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de franstalige openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt.

**Art. 7.** 1 pct. van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest voor de jaren 1985 en 1986 wordt door de Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap bestemd voor studies van algemeen belang of voor werkzaamheden die te verrichten zijn bij sommige openbare centra voor maatschappelijk welzijn die als experimenteercentra werden gekozen.

**Art. 8.** Dit besluit treedt op 1 januari 1985 in werking.

Brussel, 27 maart 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap van België,

R. URBAIN

## AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

*Publication des présentations de la Cour d'appel de Bruxelles et du conseil provincial du Brabant à deux places de vice-président vacantes au tribunal de première instance de Bruxelles*

Première place :

Candidats présentés, dans le même ordre, par la Cour d'appel et par le conseil provincial :

Premier candidat :

M. Joosten, H., juge au tribunal de première instance de Bruxelles.

Second candidat :

Mme Voorspoels, S., juge au tribunal de première instance de Bruxelles.

Seconde place :

Candidats présentés par la Cour d'appel :

Premier candidat :

M. Mahieu, W., juge d'instruction au tribunal de première instance de Bruxelles.

## ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

*Bekendmaking van de voordrachten van het Hof van beroep te Brussel en van de provincieraad van Brabant tot twee plaatsen van ondervoorzitter vakant in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.*

Eerste plaats :

Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het Hof van beroep en door de provincieraad :

Eerste kandidaat :

de heer Joosten, H., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Tweede kandidaat :

Mevr. Voorspoels, S., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Tweede plaats :

Kandidaten voorgedragen door het Hof van beroep :

Eerste kandidaat :

de heer Mahieu, W., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.